

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud  
2 rue Jean Richepin  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 06/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ARENY (CARRIERE PUYVALADOR)**

Route départementale n° 32 , lieu-dit « Pla de Sallens »  
66210 LES ANGLES

Références : 2022-155-PUB  
Code AIOT : 0006601477

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2022 sur la carrière et les installations de traitement de matériaux de carrière que la société ARENY exploite lieu-dit "Bas de la Devesa de Camaratx" à Puyvalador (66210). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 09/08/2022 a été réalisée suite à une plainte de riverains de l'installation daté du 03/08/2022. Ces riverains se plaignaient d'être incommodés, depuis plusieurs jours, par des émissions de poussières ainsi que des nuisances sonores, plus importantes que d'habitude, attribuées au fonctionnement de la carrière exploitée par la société ARENY à Puyvalador.

Par ailleurs, cette inspection a été l'occasion de faire un bilan du précédent contrôle, réalisé le 26/10/2021 sur cette carrière. En effet, lors du dernier contrôle l'inspection des installations classées avait relevé plusieurs faits susceptibles de faire l'objet d'une mise en demeure. L'exploitant a, par courrier daté du 27/06/2022, indiqué à l'inspection des installations classées les mesures qu'il avait déjà mises en œuvre et celles qu'il prévoyait de mettre en place pour remédier aux écarts réglementaires constatés.

Par conséquent, lors du contrôle du 09/08/2022, l'inspection des installations classées s'est également attaché à vérifier que ces mesures étaient effectives.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE ARENY SAS PUYVALADOR
- Carrière à ciel ouvert de roches massives et installations de traitement de matériaux
- Lieu-dit "Bas de la Devesa de Camaratx" à Puyvalador (66210)
- Code AIOT : 0006601477
- Régime : Autorisation

La carrière à ciel ouvert de roches massives et les installations de traitement de matériaux de carrière que la société ARENY exploite sur le territoire de la commune de Puyvalador sont autorisées par arrêté préfectoral du 21/02/2014. Il s'agit du second renouvellement pour une période de 30 ans du premier renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière, accordée le 20/10/1989 pour la même durée.

Cette carrière présente un mode de fonctionnement particulier, en raison de sa localisation. La carrière n'est en activité qu'une partie de l'année en raison des aléas liés au climat de moyenne-haute montagne : présence de neige empêchant son exploitation durant 3 à 4 mois, selon les années.

La capacité d'extraction maximale autorisée est de 148 500 tonnes par an, ce qui représente un total maximal de 4 455 000 tonnes de matériaux pouvant être extraits.

La précédente visite d'inspection réalisée dans cet établissement date du 26/10/2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- instruction d'une plainte de riverains incommodés par des poussières et nuisances sonores susceptibles d'être imputés au fonctionnement de la carrière et de ses installations de traitement de matériaux de carrière ;
- vérification de la résorption des écarts réglementaires constatés lors de la précédente visite d'inspection en 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 3.1.5	L'exploitant s'était, engagé à mettre en place des dispositifs d'aspersion et d'humidification	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18-1-II	L'exploitant avait indiqué stocker ses produits dangereux ou susceptibles de générer une pollution des sols sur rétention	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.2.3	L'exploitant n'avait pas respecté le délai de transmission du bilan environnemental 2020 et celui transmis à l'issue de la précédente inspection était incomplet. Ces écarts ont une nouvelle fois été constatés en 2022 pour le bilan environnemental à établir au titre de l'année 2021.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 4.3.2	/	Sans objet
6	Atelier de réparation	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 8.1.6	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 4.3.1	/	Sans objet
4	Gestion des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 4.2.2	/	Sans objet
5	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 4.3.5	/	Sans objet
8	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.1.2	/	Sans objet
10	Conformité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.2.4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Au regard des constats effectués lors du contrôle du 09/08/2022 de la carrière exploitée par la société ARENY à Puyvalador, il apparaît que la plainte des riverains est, pour les poussières tout du moins, fondée. En effet, au lieu de résidence des plaignants, l'inspection des installations classées constate un dépôt de poussière blanche important sur la végétation environnante se trouvant dans l'alignement de la carrière par rapport au sens et à la direction du vent dominant (Tramontane), soufflant légèrement le jour du contrôle (Cf. localisation de l'habitation des riverains par rapport à la carrière et la rose des vents, en annexe I du présent rapport).

Sur la carrière, l'inspection des installations classées a constaté que l'unique dispositif en place pour assurer l'abattage des poussières (un tuyau de jardinage pour le lavage des roues des camions quittant l'installation) est insuffisant : une couche d'environ 1 à 2 cm de poussières recouvre, sur toute leur longueur, les deux pistes permettant d'accéder aux stockages de matériaux et aux installations de traitement de ces derniers. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté que la réserve d'eau – volume d'une citerne de 10 m<sup>3</sup>, qui sera complété par le remplissage, lors de la prochaine période hivernale, d'une citerne de 8 m<sup>3</sup> – prévue par l'exploitant pour

l'abattage des poussières était presque épuisée. Cette nouvelle configuration – adjonction de la citerne de 8 m<sup>3</sup> depuis avril 2022, seulement – n'a pas encore été éprouvée par l'exploitant. Il convient en effet que l'exploitant vérifie que le réseau de fossés et drains reliés à la nouvelle citerne permettra de recueillir un volume d'eau suffisant pour la remplir intégralement. Bien qu'à la date de la plainte, le département des Pyrénées-Orientales connaissait une période de sécheresse, cette situation exceptionnelle ne peut expliquer que la société ARENY ne disposait pas, le jour du contrôle, de dispositifs pour assurer de manière efficace l'arrosage des pistes de la carrière, et des matériaux stockés à l'air libre et que, de plus, l'eau encore présente dans la citerne « historique » de 10 m<sup>3</sup> n'était pas mise en œuvre pour limiter les émissions de poussières. Cette absence de moyens adéquats, déjà relevée lors de la dernière inspection de la carrière, avait fait l'objet d'un écart réglementaire susceptible de mise en demeure. Par courrier du 27/06/2022, l'exploitant s'était engagé, en plus d'installer une citerne de collecte des eaux pluviales supplémentaire (celle de 8 m<sup>3</sup>), et à mettre en place des dispositifs (asperseurs notamment) pour limiter les émissions de poussières.

Par ailleurs, lors du contrôle du 09/08/2022, l'inspection des installations classées a également constaté d'autres écarts récurrents. En particulier, lors du contrôle précédant, il avait été demandé à l'exploitant de se conformer aux prescriptions de « son arrêté d'autorisation » précisant les conditions de stockage des produits susceptibles de polluer les sols. Dans son courrier du 27/06/2022, l'exploitant indiquait avoir placé ces stockages sur rétention. Cependant, lors du contrôle du 09/08/2022, l'inspection des installations classées a relevé la présence de fûts contenant des huiles moteur entreposés à même la dalle de l'atelier de réparation et entretien des engins de chantier.

C'est sur la base de ces éléments, confortés par l'instruction de la plainte des riverains de la carrière, que l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet, par arrêté préfectoral, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions relatives :

- aux mesures à mettre en œuvre pour limiter l'impact des poussières émises par ses installations ;
  - aux conditions de stockage des produits susceptibles de générer une pollution des sols ;
- de l'arrêté du 21/02/2014 réglementant la poursuite de l'exploitation de la carrière.

Pour ce qui concerne la réserve d'eau destinée à l'abattage des poussières, en raison de la contrainte liée à l'absence de forage ou d'alimentation en eau potable du site, l'inspection des installations classées considère qu'il convient d'imposer à l'exploitant de s'assurer de disposer d'un volume d'eau suffisant pour lui permettre de limiter les émissions de poussières de ses installations par temps sec et ou venteux. Ceci notamment en contrôlant l'efficacité de la nouvelle configuration de son réseau de collecte et stockage des eaux pluviales, au sortir de l'hiver prochain. Dans le cas contraire, il convient également d'imposer à l'exploitant d'étudier la possibilité de recourir à un mode d'approvisionnement en eau, alternatif (apport depuis un autre site, prélèvement dans le milieu naturel hors période d'étiage et de sécheresse...). Enfin, s'agissant des nuisances sonores rapportées par les plaignants, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet d'imposer à l'exploitant de faire réaliser, par un organisme indépendant, dans des conditions particulières de fonctionnement et d'implantation de l'installation de criblage, une mesure de bruit en limite de propriété de la carrière.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, rédigés en ce sens, sont joints au présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déviation des eaux extérieures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement extérieures au site d'atteindre les stocks, les pistes et l'exploitation est mis en place à la périphérie de ces zones. Ce réseau de dérivation est dimensionné pour détourner une pluie d'occurrence centennale conformément aux données du dossier de demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les travaux de reprise des réseaux de fossés destinés à détourner les eaux amont de la carrière ont été achevés. L'inspection des installations classées a également pu constater qu'une nouvelle citerne avait été installée par l'exploitant et que celle-ci était raccordée au fossé de récupération des eaux pluviales longeant la piste bordant le côté Nord de la carrière.  Au regard de ces constats, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant a remédié à l'écart constaté lors du dernier contrôle du 26/10/2021.
<b>Notes relatives à la précédente inspection :</b> <u>Constat de l'inspection lors du dernier contrôle du 26/10/2021 :</u> Lors de la visite les fossés au nord de l'installation ont été curés. Il est à noter une discontinuité de ces fossés (profil du fossé inexistant sur certaines parties). Sur la partie sommitale sud-ouest aucun fossé n'empêche l'eau d'atteindre la zone d'exploitation (carreau sud). Le caniveau représenté sur le plan des réseaux, parallèle à la limite est de propriété et collectant les eaux de la plateforme de transit n'est plus existant.  <u>Demande de l'inspection à l'issue du contrôle du 26/10/2021 (SMDS1) :</u> L'exploitant doit compléter les ouvrages pour assurer la continuité du réseau de dérivation et collecte des eaux.  <u>Réponse de l'exploitant du 27/06/2022 :</u> <i>"Point préalable : concernant le caniveau le long de la bordure Est de la plateforme de transit, se reporter au point suivant (SMDS2).  La reprise des réseaux de fossés destinés à détourner les eaux amont de la carrière a été amorcée début mars 2022 dès que les sols ont été suffisamment secs mais ont été interrompus en raison des intempéries de la semaine 11 avec le retour d'une épaisse couche de neige. Ils n'ont pu être finalisés que courant avril. Côté Nord, le long de la piste et pour l'interception des eaux provenant du massif, le fossé a été repris afin de restaurer une continuité, avec installation d'un système drainant et collecte intermédiaire des eaux au sein d'une citerne de 8 m<sup>3</sup>."</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Collecte/traitement des eaux internes

**Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet****Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales tombant sur les zones en exploitation, les stériles, les stocks... sont canalisées et collectées dans des dispositifs dimensionnés pour assurer une décantation sur la base d'un événement décennal. Ces dispositifs devront être régulièrement entretenus de manière à conserver leur efficacité.

Le bassin de décantation est équipé d'un ouvrage de fuite séparé du volume de décantation par une cloison siphonide permettant la dissipation de l'énergie en évitant une mobilisation des matières en suspension décantée et le départ de fractions surnageantes.

Pour les événements pluvieux dépassant l'occurrence décennale un déversoir de sécurité permet le rejet des eaux via une noue créée et dimensionnée à cet effet.

Le fossé longeant la RD32 est recalibré au droit de la carrière (élargissement, adoucissement de son profil coté route) conservé enherbé et curé après chaque événement d'importance.

Les eaux provenant du bassin de décantation et celles issues du reste de la plate-forme d'évolution sont captées par le fossé longeant la RD32 avant rejet dans l'Aude.

**Constats :**

L'inspection des installations classées ne remet pas en cause la solution retenue dans le rapport d'études CIEEMA d'avril 2013, consistant à ce que les eaux de la plateforme soient interceptées par le fossé de la route départementale n° 32.

En revanche, le rapport d'avril 2013 précisait également que pour garantir l'efficacité de cette solution – en particulier afin que le fossé permette une décantation des matières en suspension totale (MEST) – le profil du fossé de la RD n°32 devait être modifié et que le fossé devait être enherbé. Par ailleurs, le re-profilage du fossé de la RD n°32 faisait partie des mesures que l'exploitant devait mettre en œuvre dans l'objectif de préserver une espèce protégée (le Desman des Pyrénées<sup>1</sup>) présente sur le tronçon du cours d'eau de l'Aude longeant la carrière. C'est pour cette raison que ces mesures ont été reprises dans l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2014, et qu'elles auraient dû être strictement mises en œuvre par l'exploitant.

Or, lors du contrôle du 09/08/2022, si l'inspection des installations classées a bien constaté que le fossé était enherbé, son profil n'a pas été modifié comme prescrit : élargissement, adoucissement de sa pente coté route.

L'écart constaté (profil du fossé non conforme) lors de l'inspection du 09/08/2022 n'étant pas le même que celui constaté lors de la précédente inspection du 26/10/2021, ce nouvel écart est, à ce stade, considéré comme susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure.

Demande : Dans un délai n'excédant pas 2 mois, l'exploitant réalise les travaux de modification du profil du fossé longeant la route départementale n° 32 comme prescrit à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2014 et détaillé sur la coupe en travers figurant à la page 10 du rapport d'études CIEEMA d'avril 2013. L'exploitant adresse, à l'inspection des installations classées, les photographies attestant la réalisation de ces travaux, dès que ceux-ci auront été achevés.

**Notes relatives à la précédente inspection :**Constat de l'inspection lors du dernier contrôle du 26/10/2021 :

Les eaux sont reprises par deux bassins. Un premier à proximité de l'ancienne bascule et un deuxième en limite de propriété le long de la Rd n°32 dont le rejet se fait par trop plein en partie haute dans le fossé de la RD n°32. Lors de la visite le fossé ou cunette indiqué(e) sur le plan des réseaux de l'installation pour collecter les eaux pluviales en partie basse (le long de la RD n°32) de la station de transit de matériaux n'existe pas.

Demande de l'inspection à l'issue du contrôle du 26/10/2021 (SMDS2) :

L'exploitant doit capter les eaux de toute la plateforme de transit des Matériaux.

Réponse de l'exploitant du 27/06/2022 :

*"La gestion des eaux pluviales internes a été définie par le bureau d'études CIEEMA (rapport d'avril*

<sup>1</sup> Petit mammifère insectivore semi-aquatique de la famille des taupes

2013) dans le cadre de l'obtention de l'autorisation en vigueur. Cette gestion n'est pas remise en question par l'exploitation actuelle. Les eaux de la plateforme restent interceptées par le fossé de la RD32 ; aucun autre fossé parallèle à celui de la RD32 ou des GBA n'est prévu".
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Émissions de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de limitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Lorsque les stockages des produits en vrac se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs doivent être prévues pour limiter les envols par temps sec et en période de vent. Les endroits susceptibles de produire des poussières notamment en période sèche, comme par exemple les pistes, la verse à stériles, seront arrosés en tant que de besoin [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  Le jour du contrôle, en période d'alerte sécheresse et par temps sec, l'inspection des installations classées constate qu'une couche d'1 à 2 cm, par endroit, de poussières recouvre la piste menant de l'entrée du site à la plateforme de traitement des matériaux et la piste menant de l'entrée du site aux stockages de matériaux en attente de traitement. L'inspection des installations classées ne relève aucune trace d'un éventuel récent arrosage de ces pistes. L'inspection des installations classées observe que les rotations régulières des tombereaux, circulant sur ces deux pistes pour acheminer les matériaux jusqu'aux installations de traitement, mettent en suspension dans l'atmosphère les poussières dont elles sont recouvertes.</p> <p>Durant le contrôle, à aucun moment l'exploitant n'a tenté de limiter ces émissions de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en arrosant les pistes, alors qu'il disposait encore d'une réserve d'eau prévue à cet effet ;</li> <li>• en demandant à ses collaborateurs de réduire leur vitesse de roulage.</li> </ul> <p>Au niveau des tas de matériaux stockés à l'air libre, aucune humidification ne semble non plus être réalisée. Tout du moins, l'inspection des installations classées constate l'absence de tout dispositif pouvant permettre d'humidifier les tas de matériaux.</p> <p>L'inspection des installations classées fait le même constat sur l'installation de traitement de matériaux, en fonctionnement le jour du contrôle : aucun dispositif destiné à humidifier les matériaux, par exemple en entrée de la trémie de réception, n'est en fonction le jour du contrôle.</p> <p>Le seul dispositif que l'inspection des installations classées a pu observer sur le site est un tuyau d'arrosage – du même type que ceux utilisés pour le jardinage – relié à la citerne d'eau qui se trouve à l'entrée du site. Si ce dispositif peut être suffisant pour le nettoyage des roues des camions sortant de la carrière, il ne permet pas, en revanche, notamment au regard de sa longueur, d'atteindre les matériaux stockés à l'air libre, ni d'humidifier ou d'arroser les pistes sur toute leur longueur.</p> <p>L'inspection des installations classées ne remet pas en cause que l'exploitant dispose, sur la carrière, d'une réserve d'eau destinée à la limitation des émissions de poussières. En revanche, elle n'a pu que constater que la carrière n'était pas dotée de moyens suffisants et adaptés pour la mise en œuvre de cette eau pour limiter les émissions de poussières liées à son fonctionnement et celui de ses installations de traitement de matériaux. Par ailleurs, l'inspection n'a pas trouvé, sur le site, le dispositif d'aspersion – censé permettre un arrosage des stocks et des pistes – évoqué par l'exploitant dans son courrier du 27/06/2022.</p> <p>L'exploitant a été informé, à l'occasion du dernier contrôle du 26/10/2021, que l'absence d'arrosage et/ou d'humidification des pistes et de ses stockages de matériaux à l'air libre, susceptibles</p>



d'entraîner des émissions de poussières, par temps sec et/ou de grand vent, constituait un écart aux prescriptions de l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2014 susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure. Un délai de 3 mois avait alors été accordé à l'exploitant pour remédier à cette situation. Au regard des constats qui précèdent, l'exploitant ne respecte toujours pas les prescriptions de l'article 3.1.5, susmentionné. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions de cet article dans un délai n'excédant pas 1 mois. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, rédigé en ce sens, est joint au présent rapport.

**Notes relatives à la précédente inspection :**

Constat de l'inspection lors du dernier contrôle du 26/10/2021 :

Le site n'est pas approvisionné en eau ; aucun captage, aucun raccordement au réseau public. Aucune humidification du stockage ou pulvérisation d'additifs ne sont prévues sur l'installation. Aucun système ne permet d'arroser les pistes en tant que de besoins. L'exploitant explique que lors de l'été 2021 il a tenté d'abattre les poussières en puisant dans une citerne d'eau de pluie de faible capacité.

Demande de l'inspection à l'issue du contrôle du 26/10/2021 (SMDS3) :

L'exploitant doit prévoir un système permettant d'abattre les poussières et d'arroser les pistes lors des périodes Sèches.

Réponse de l'exploitant du 27/06/2022 :

*"ARENY collecte les eaux de ruissellement au sein de trois citernes, l'une située au pied des stocks surmontant le carreau Nord de 10 m<sup>3</sup>, l'une à l'entrée de ce même carreau de 8 m<sup>3</sup> et la dernière, réservée à l'incendie sur la plateforme de transit.*

*ARENY dispose à cet effet d'une eau permettant un arrosage des stocks et des pistes. Cet arrosage est ensuite assuré par un groupe électrogène alimentant une pompe de puisage et un dispositif d'aspersion.*

*Ce dispositif est considéré comme suffisant notamment au regard des enjeux particulièrement faibles et des niveaux d'empoussièrement largement inférieurs à la valeur limite réglementaire et parfois inférieurs aux événements naturels comme en fait ressortir le dernier bilan des retombées de poussières 2021 (Rapport EAGLE Environnement du 15/02/2022) ".*

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Gestion des eaux de surface**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 4.2.2

**Thème(s) :** Autre, Plan des réseaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- le bassin de rétention des eaux pluviales,
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature

(interne ou au milieu).
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a adressé, dans son courrier du 27/06/2022, un plan à jour des réseaux des effluents aqueux et de leurs équipements présents sur la carrière.</p> <p>L'inspection des installations classées considère, par conséquent, que l'exploitant a remédié à l'écart constaté lors du dernier contrôle du 26/10/2021.</p>
<p><b>Notes relatives à la précédente inspection :</b>  <u>Constat de l'inspection lors du dernier contrôle du 26/10/2021 :</u>  Le plan des réseaux présenté, indicé « XB du 02/07/2018 », n'est pas à jour. Il manque la représentation d'un bassin de décantation et la réserve d'eau Incendie.</p> <p><u>Demande de l'inspection à l'issue du contrôle du 26/10/2021 (SMDS4) :</u>  L'exploitant doit mettre à jour le plan des réseaux.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 27/06/2022 :</u>  L'exploitant a joint le plan, actualisé, a son courrier du 27/06/2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Qualité des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux et effluents rejetés dans le milieu naturel devront être exempts :  - de matière flottante,  - de produit susceptible de dégager en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques,  - de substance capable d'entraîner la destruction du poisson en aval.</p> <p>Les eaux canalisées seront rejetées dans le milieu en des points fixes qui sont clairement identifiés et repérés sur le plan prévu à l'article 4.2.2. Elles devront respecter les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. PH : compris en 5,5 et 8,5</li> <li>. Température : inférieure à 30°C</li> <li>. MEST <sup>(1)</sup> : inférieur à 35 mg/l</li> <li>. DCO <sup>(2)</sup> : inférieure à 125 mg/l</li> <li>. Hydrocarbures : inférieur à 10 mg/l</li> <li>. Couleur (modification du milieu récepteur) : 100 mgPt/l.</li> </ul> <p>Ces valeurs doivent par ailleurs être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu.</p> <p>(1) MEST: matière en suspension totale  (2) DCO demande chimique en oxygène sur effluent non décanté...</p>
<p><b>Constats :</b>  Le jour du contrôle l'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne disposait toujours pas de résultats d'analyses de ses rejets aqueux au milieu naturel. L'exploitant explique, dans son courrier du 27/06/2022, qu'il n'a pas pu réaliser ces analyses en raison de l'absence de débits au niveau de point de mesures et de rejets au milieu naturel.</p> <p>Le jour du contrôle l'inspection des installations classées a constaté l'absence de débit au niveau des points de mesures.</p>

Dès lors, à ce stade, les faits susceptibles de suites n° 5 et 8 relevés lors du précédent contrôle sont, à ce stade, sont abandonnés.
<p><b>Notes relatives à la précédente inspection :</b></p> <p><u>Constat de l'inspection lors du dernier contrôle du 26/10/2021 :</u> L'exploitant ne réalise pas d'analyse de la qualité des eaux, en l'absence de débit permanent.</p> <p><u>Demande de l'inspection à l'issue du contrôle du 26/10/2021 (SMDS5) :</u> L'exploitant doit faire réaliser les analyses sur les deux exutoires recensés sur l'installation ; celui au Nord de l'installation et celui à l'Est se rejetant dans le fossé de la RD n°32.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 27/06/2022 :</u>  <i>"Une mesure de la qualité des eaux rejetées n'a à ce jour pas pu être réalisée. Le premier point de rejet théorique correspond à la surverse des deux bassins, le premier récupérant l'eau des carreaux Sud et Nord via la piste d'accès et le deuxième récupérant la surverse du premier bassin et les eaux de la plateforme de transit. Ces bassins à vocation de simple décantation, ne sont pas étanches ; l'eau s'infiltre et ne génère pas de rejets et en particulier pas de rejets d'eaux chargées en matières en suspension dans l'Aude.</i></p> <p><i>Le deuxième point de rejet théorique correspond au trop plein du système de trois citernes, trop plein qui débouche au niveau de la cuve de 8 m³ située au pied du massif de stériles pour se rejeter dans un affluent de l'Aude. Les eaux correspondent principalement aux eaux du bassin versant amont et des eaux de ruissellement sur les stocks de stériles. Le nouveau système de drain et de citernes est récent et n'a pas donné lieu à un rejet pouvant permettre un prélèvement ce jour.</i></p> <p><i>Un prélèvement pour mesure de la qualité sera réalisé dès apparition des conditions conduisant à un rejet franc dans le milieu naturel".</i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Atelier de réparation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 8.1.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Récupération des égoutures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires d'entretien des engins mobiles est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les matières répandues accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'inspection des installations classées constate la présence du seuil surélevé mentionné dans le courrier de l'exploitant du 27/06/2022, cependant l'inspection des installations classées constate également que ce seuil a été détérioré par le passage des engins et qu'il ne permet plus, dès lors, de garantir que les éventuelles matières épandues sur la dalle en béton qu'il délimite peuvent être récupérées.</p> <p>L'écart constaté (seuil détérioré) lors de l'inspection du 09/08/2022 n'étant pas le même que celui constaté (absence de seuil) lors de la précédente inspection du 26/10/2021, cet écart est considéré comme un nouvel écart susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure.</p> <p>Demande : Dans un délai n'excédant pas 1 mois, l'exploitant réalise les travaux de réfection du seuil évoqué et adresse, dans le même délai, à l'inspection des installations classées, les photographies démontrant que le seuil a été rétabli.</p>

<p><b>Notes relatives à la précédente inspection :</b>  <u>Constat de l'inspection lors du dernier contrôle du 26/10/2021 :</u>  L'exploitant entretient ces engins dans un bâtiment doté d'une dalle en béton. Aucun seuil ne sépare cette dalle du sol extérieur.</p> <p><u>Demande de l'inspection à l'issue du contrôle du 26/10/2021 (SMDS6) :</u>  L'exploitant doit mettre en œuvre un seuil surélevé par rapport au niveau du sol extérieur ou dispositif équivalent pour éviter tout risque de pollution.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 27/06/2022 :</u>  <i>"AREN Y a constitué un seuil surélevé par rapport au niveau du sol extérieur au seuil de l'atelier de réparation en semaine 14".</i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18-1-II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conception des stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  100 % de la capacité du plus grand réservoir ;  50 % de la capacité des réservoirs associés.  Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors du contrôle, malgré l'installation de dispositifs de rétention, l'inspection des installations classées constate que 4 fûts de 200 litres, contenant des huiles de moteur, sont entreposés directement sur la dalle de l'atelier de réparation et d'entretien des engins de chantier. Cette situation n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 18-1-II susmentionné de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.</p> <p>L'exploitant a été informé, à l'occasion du dernier contrôle du 26/10/2021, que l'absence de stockage sur rétention des récipients contenant des liquides susceptibles d'occasionner une pollution des eaux ou des sols constituée un écart aux prescriptions de l'article 18-1-II de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure.</p> <p>Un délai de 3 mois avait alors été accordé à l'exploitant pour remédier à cette situation. Au regard des constats qui précèdent, l'exploitant ne respecte toujours pas les prescriptions de l'article 18-1-II, susmentionné. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions de cet article dans un délai n'excédant pas 1 mois. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, rédigé en ce sens, est joint au présent rapport.</p>
<p><b>Notes relatives à la précédente inspection :</b>  <u>Constat de l'inspection lors du dernier contrôle du 26/10/2021 :</u>  L'inspection constate dans le local d'entretien 4 bidons d'huile de 200 litres sur une rétention de capacité inadaptée et un autre fut posé à même la dalle sans rétention. De plus ce local contient de nombreux déchets (anciennes cuves plastiques, filtres usagés, etc, déchets divers qu'il convient d'évacuer dans les filières agréées afin d'assurer le propreté du site</p>

Demande de l'inspection à l'issue du contrôle du 26/10/2021 (SMDS7) :

L'exploitant doit se doter des capacités de rétentions pour les fûts stockés et évacuer les déchets du local d'entretien des engins.

Réponse de l'exploitant du 27/06/2022 :

*"ARENY a procédé à l'évacuation des déchets présents dans l'atelier pour les transférer sur son site des Angles. Les déchets y ont été regroupés avec les autres déchets de la société avant transfert durant le premier semestre 2022 :*

- pour le DIB : ISDND SVLR d'Espira-de-l'Agly (BSD fourni) ;*
- pour la ferraille : LINARES à Saint-Félic-d'Avall (BSD fourni).*

*Le matériel potentiellement polluant résiduel strictement nécessaire a été mis sur rétentions adaptées.*

*Ces opérations ont été effectuées en semaine 14".*

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 8 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.5 doit être effectuée au moins tous les 2 ans par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure [...]</p>
<p><b>Constats :</b>            Le jour du contrôle l'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne disposait toujours pas de résultats d'analyses de ses rejets aqueux au milieu naturel. L'exploitant explique, dans son courrier du 27/06/2022, qu'il n'a pas pu réaliser ces analyses en raison de l'absence de débits au niveau de point de mesures et de rejets au milieu naturel.</p> <p>Le jour du contrôle l'inspection des installations classées a constaté l'absence de débit au niveau des points de mesures.</p> <p>Dès lors, à ce stade, les faits susceptibles de suites n° 5 et 8 relevés lors du précédent contrôle sont, à ce stade, sont abandonnés.</p>
<p><b>Notes relatives à la précédente inspection :</b>  <u>Constat de l'inspection lors du dernier contrôle du 26/10/2021 :</u>            L'exploitant ne réalise pas d'analyse de la qualité des eaux, en l'absence de débit permanent.</p> <p><u>Demande de l'inspection à l'issue du contrôle du 26/10/2021 (SMDS8) :</u>            L'exploitant doit faire réaliser les analyses sur les deux exutoires recensés sur l'installation ; celui au nord de l'installation et celui à l'est se rejetant dans le fossé de la RD n°32, selon la périodicité définie au présent article.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 27/06/2022 :</u>            Voir réponse de l'exploitant à la SMDS5 dans les observations de la fiche de contrôle n° 5 (Rejets aqueux) du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bilan environnemental annuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière en comparaison avec les capacités autorisées ;</li> <li>- Un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ;</li> <li>- La mise à jour du plan d'exploitation et de remise en état ;</li> <li>- Tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;</li> <li>- Un bilan sur l'évolution de la population du Desman des Pyrénées sur le tronçon de l'Aude au droit de la carrière afin de vérifier l'efficacité de la mesure compensatoire mise en place (dispositif</li> </ul>

de décantation des eaux pluviales) ;

- Une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté et en particulier sur :

- les rejets aqueux,
- les mesures de niveau sonore,
- les mesures de vibration,
- l'élimination des déchets.

Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable.

#### **Constats :**

L'exploitant a ré-adressé, le 03/11/2021, le bilan environnemental n°7, réalisé en 2021 au titre de l'année 2020. Ce document ne comporte pas les résultats des dernières mesures des rejets aqueux, mais l'exploitant a expliqué qu'il n'avait pas pu les réaliser jusqu'à présent, faute de débit voire d'absence totale de débit au niveau des exutoires de son réseau de rejets aqueux.

Cependant, il ne comporte pas non plus :

- les résultats des mesures des niveaux sonores qui auraient pu être effectuées en 2021, ni la date à laquelle remontent les dernières mesures de niveau sonore ;
  - les résultats des mesures de vibrations qui auraient pu être effectuées en 2021, ni l'indication de la date à laquelle remontent les dernières mesures de vibrations ;
- réalisées sur la carrière.

Pour mémoire, l'arrêté préfectoral du 21/02/2014 fixe, respectivement, à 3 et 2 ans la fréquence des mesures des niveaux sonores et des mesures de vibrations. Selon les éléments en la possession de l'inspection des installations classées :

- la dernière mesure des niveaux sonores remonterait au 15/11/2011, soit à une date antérieure à celle du 21/04/2014, à laquelle le préfet a accordé le renouvellement de l'exploitation de la carrière pour une période de 30 ans ;
- la dernière mesure des vibrations remonterait aux tirs de mines du mois de juin 2017.

Cette situation démontre que jusqu'en 2021, l'exploitant ne réalisait pas une partie des mesures de nuisances dans l'environnement (bruit et vibrations) qui lui sont imposées.

À noter, toutefois, qu'en réponse aux écarts constatés lors du précédent contrôle du 26/10/2021, l'exploitant a transmis, par courrier du 27/06/2022, un audit, réalisé le 17/12/2021, d'évaluation de la conformité de ses installations au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21/02/2014. Cet audit faisait apparaître de nombreux manquements aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21/02/2014, auxquels l'exploitant s'engageait à remédier avant le fin de l'année 2022. Dans ce document, l'exploitant s'engageait, entre autres, à faire réaliser une mesure des niveaux sonores et une mesure de vibration en août 2022. Compte tenu du fait que ces mesures devaient être réalisées courant du mois d'août 2022, soit, très récemment, l'exploitant n'a pas encore transmis, à la date de rédaction du présent rapport, leurs résultats à l'inspection des installations

Par ailleurs, à nouveau, le bilan à établir en 2022 au titre de l'année 2021, n'a toujours pas été adressé à l'inspection des installations classées, alors que celui-ci aurait dû lui être transmis avant le 01/04/2022.

Il s'agit de la seconde fois consécutive où l'exploitant ne respecte pas le délai fixé dans l'article 9.2.3 pour la transmission du bilan environnemental. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions de cet article dans un délai n'excédant pas 1 mois. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, rédigé en ce sens, est joint au présent rapport.

#### **Notes relatives à la précédente inspection :**

##### Constat de l'inspection lors du dernier contrôle du 26/10/2021 :

L'exploitant n'a pas transmis son rapport pour l'année 2020. Il indique l'avoir déjà transmis. L'inspection ne trouve aucune trace de cet envoi. L'exploitant présente le suivi relatif à la population de Desman des Pyrénées et espèces semiaquatiques (pour les années 2020 et 2021), établi par la Fédération Aude Claire. L'exploitant précise qu'il va adresser un nouveau rapport

intégrant une synthèse des résultats des mesures réalisées.

Demande de l'inspection à l'issue du contrôle du 26/10/2021 (SMDS9) :

L'exploitant doit transmettre comprenant l'ensemble des éléments précisés au présent article, avec une attention particulière pour les résultats des mesures réalisées (notamment les rejets aqueux, les mesures de niveau sonore, les mesures de vibration, l'élimination des Déchets).

Réponse de l'exploitant du 27/06/2022 :

"Le Bilan environnemental annuel n° 7 réalisé en 2021 sur l'année 2020 a été envoyé de nouveau le 03/11/2021. Le Bilan environnemental annuel réalisé en 2022 sur l'année 2021 est complété pour comporter l'ensemble des items prévus au titre 9 de l'arrêté préfectoral".

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Conformité de l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/02/2014, article 9.2.4

**Thème(s) :** Autre, Audits environnement

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans.

En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant.

Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées [...]

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courrier du 27/06/2022, le rapport de l'audit de conformité qu'il a réalisé le 17/12/2021, soit avant la fin de l'année 2021, comme il s'y était engagé.

Celui-ci faisait état de nombreux écarts aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21/02/2014, auxquels l'exploitant s'était engagé de remédier jusqu'à la fin de l'année 2022. En particulier, les résultats de la mesure des niveaux sonores et de la mesure de vibrations, devraient être très prochainement communiqués à l'inspection des installations classées ; l'exploitant s'était engagé à les réaliser durant le mois d'août 2022. Le jour du contrôle, l'exploitant a confirmé que le porter à connaissance, proposé pour résorber plusieurs des écarts constatés, serait adressé au préfet durant le mois de septembre 2022, au plus tard.

Le jour du contrôle, l'inspection des installations classées a toutefois constaté que l'exploitant n'avait toujours pas remédié à certains écarts ou mis en œuvre les mesures de résorption annoncées :

- le profil du fossé de récupération des eaux pluviales longeant la route départementale n° 32 ne correspond toujours pas à celui défini à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2014, alors que le re-profilage de ce fossé avait pour finalité de permettre une décantation des eaux pluviales issues de la carrière ;
- la mise en place de canons et buses d'aspersion ou solution d'arrosage de la piste principale de la carrière, de la zone de traitement et de la zone de transit des matériaux de la carrière (écart aux prescriptions de l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2014) ;
- la mise en place d'une solution d'arrosage de la zone de transit des matériaux, pour les périodes de l'année particulièrement sèches ou venteuse (écart aux prescriptions de l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2014) ;
- la rédaction, complétion, d'une consigne destinée à encadrer l'approvisionnement en carburant, bord à bord, des engins de chantier et des installations de traitement de matériaux et à prévenir la pollution des sols en cas de déversements accidentels (écart aux prescriptions des articles 2.1.1,



7.2.1, 7.4.5, 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2014).

Si l'exploitant avait mis en place, dans le courant du printemps 2022, ne serait-ce qu'une partie des mesures destinées à limiter les émissions de poussières, qu'il s'était engagé à mettre en œuvre dans l'audit de conformité réalisé le 17/12/2021, il y a de TRÈS fortes probabilités que le fonctionnement de ses installations n'aurait pas entraîné d'émissions de poussières suffisantes pour impacter les riverains de la carrière au début du mois d'août 2022.

S'agissant des autres points, étant donné qu'il reste encore jusqu'à la fin de l'année 2022 à l'exploitant pour mettre en œuvre l'ensemble des mesures qu'il avait proposé, à ce stade, l'inspection des installations classées ne peut pas proposer au préfet d'envisager des suites administratives à son encontre.

**Notes relatives à la précédente inspection :**

Constat de l'inspection lors du dernier contrôle du 26/10/2021 :

L'exploitant n'a pas réalisé d'audit en 2020 (le dernier datant de 2017). Il s'engage à le fournir d'ici la fin de l'année de 2021.

Demande de l'inspection à l'issue du contrôle du 26/10/2021 (SMDS10) :

L'exploitant doit fournir l'audit tel que défini au présent article.

Réponse de l'exploitant du 27/06/2022 :

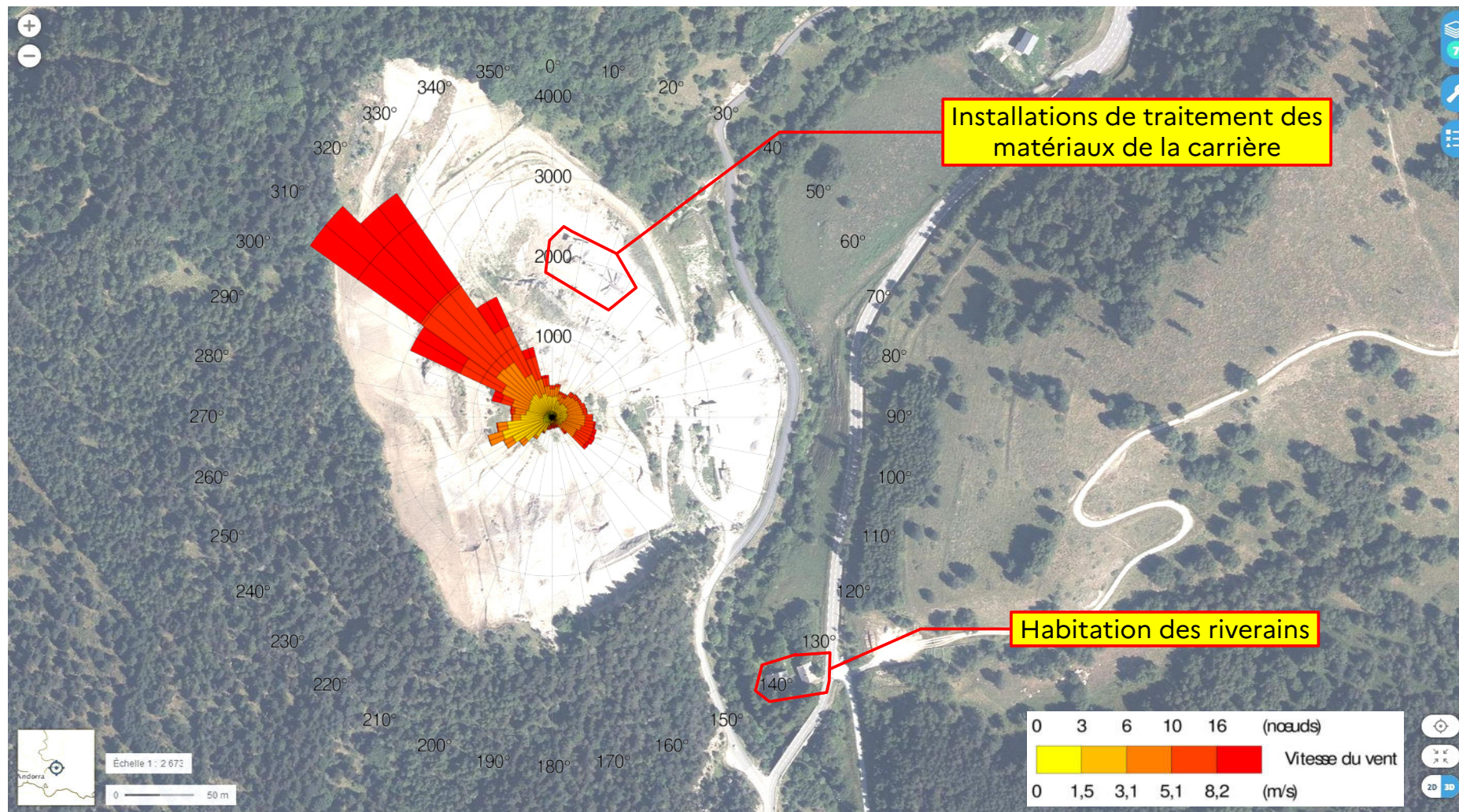
L'audit de conformité a été réalisé en décembre 2021 en interne. Il est annexé au présent rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## ANNEXE I

Localisation de l'habitation des riverains par rapport à la carrière,  
avec superposition de la rose des vents (source Météofrance, observations de 2012 à 2016)





**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des Collectivités de la Citoyenneté et de la légalité  
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le **XX mois** 2022

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2022-XXX-XXXX du XX mois 2022**

mettant en demeure la société ARENY de respecter plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2014052-0002 du 21 février 2014 autorisant l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bac de la Devesa de Camaratx » sur le territoire de la commune de Puyvalador

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- VU** le Code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2014052-0002 du 21 février 2014 autorisant l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bac de la Devesa de Camaratx » sur le territoire de la commune de Puyvalador ;
- VU** le rapport n° 2021-161-PR/EX daté du 19 novembre 2021 établi par l'inspection des installations classées, à l'issue de son contrôle du 26 octobre 2021 de la carrière que la société ARENY exploite à Puyvalador ;
- VU** Le courrier du 27 juin 2022 de la société ARENY en réponse aux conclusions du rapport du 19 novembre 2021 de l'inspection des installations classées, susvisé ;
- VU** la plainte du 3 août 2022 de riverains pour des poussières et nuisances sonores susceptibles d'être imputées au fonctionnement de la carrière de la société ARENY et de ses installations de traitement de matériaux ;
- VU** le rapport n° 2022-155-PR/EX daté du 6 septembre 2022 établi par l'inspection des installations classées, à l'issue de son contrôle du 9 août 2022 sur la carrière de la société ARENY à Puyvalador ;
- VU** le projet du présent arrêté préfectoral transmis à la société ARENY, le **XX mois** 2022 ;
- VU** l'absence d'observations de la société ARENY [les observations de la société ARENY, reçues par courrier n° XXX daté du XX mois 2022,] sur ce projet ;

**Considérant** que lors de son contrôle du 26 octobre 2022 de la carrière que la société ARENY exploite à Puyvalador, l'inspection des installations classées avait relevé plusieurs écarts aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 février 2014 et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, susvisés, en particulier l'absence de :

- dispositifs permettant l'humidification des stockages de matériaux à l'air libre et l'arrosage des pistes pour limiter les émissions de poussières,
- capacité de rétention pour le stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols,
- transmission du bilan annuel environnemental de l'année N avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année N+1 ;

**Considérant** qu'il avait été accordé un délai à la société ARENY pour rapidement remédier à ces écarts, en lieu et place d'une mise proposition, à monsieur le préfet, de mettre en demeure la société ARENY se conformer à ses obligations réglementaires ;

**Considérant** le courrier du 27 juin 2022, susvisé, dans lequel la société ARENY indiquait avoir remédié à plusieurs des écarts réglementaires constatés lors de l'inspection du 26 octobre 2021, et s'engageait à remédier aux autres ;

**Considérant** que lors de son contrôle du 9 août 2022 de la carrière que la société ARENY exploite à Puyvalador, l'inspection des installations classées a constaté :

- la présence de poussière en quantité importante (1 à 2 cm) sur le sol des pistes de la carrière, dont une partie significative, mise en suspension dans l'air par les rotations des engins de chantier et le fonctionnement des installations de traitement de matériaux, a été relevée dans le jardin de l'habitation de riverains de la carrière et sur la végétation naturelle l'entourant ;
- que la société ARENY ne disposait pas d'équipements adéquats pour assurer l'arrosage des pistes, de ces stockages de matériaux à l'air libre et des matériaux à l'entrée de ses installations de concassage de matériaux ;
- qu'à l'entrée de la carrière, seul un tuyau, utilisé pour le jardinage, permet le lavage des roues des camions quittant la carrière ;
- que les pistes et stockages de matériaux à l'air libre ne semblaient pas avoir été arrosés ou humidifiés depuis une longue période, malgré un temps particulièrement sec et chaud (période de sécheresse dans le département) ;
- dans l'atelier de réparation et d'entretien des engins de chantier, que des fûts de 200 litres, contenant des huiles de moteur étaient stockés à même la dalle de l'atelier, sans capacité de rétention ;
- que le bilan environnemental annuel, pour l'année 2021, n'avait toujours pas été transmis à l'inspection des installations classées, alors qu'il aurait dû l'être avant le 1<sup>er</sup> avril 2022 ;
- que dans le dernier bilan transmis au titre de l'année 2020, plusieurs éléments sont absents, et, en particulier, les résultats des mesures de bruits et vibrations que la société ARENY est tenue de régulièrement réaliser ; ;

**Considérant** que plusieurs de ces écarts sont donc récurrents par rapport à l'inspection

réalisée le 26 octobre 2021 ;

**Considérant** Par conséquent, que la société ARENY ne respecte, toujours pas, plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 février 2014 et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, susvisés ;

**Considérant** enfin, les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, en particulier : pour la protection de la nature, de l'environnement et la commodité du voisinage ;

**Considérant** dès lors, qu'il convient, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> - CHAMP DE LA MISE EN DEMEURE

La société ARENY (N° SIREN : 318 395 894), dont le siège social est situé route départementale n° 32, lieu-dit « Pla de Sallens », à LES ANGLES (66210), et ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure de respecter les prescriptions rappelées ci-après, **dans un délai n'excédant pas 1 mois.**

Référence	Libellé	Non-conformités constatées lors du contrôle du 9 août 2022 auxquelles l'exploitant doit remédier
Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, <b>article 18.1-II (« Prévention des pollutions accidentelles »)</b>	<p>II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est</p>	Les 3 fûts de 200 litres contenant des huiles de moteur entreposés à même la dalle de l'atelier de réparation et d'entretien des engins de chantier doivent être stockés sur une ou plusieurs cuvettes de rétention, dont le volume devra être calculé selon les prescriptions ci-contre.



Référence	Libellé	Non-conformités constatées lors du contrôle du 9 août 2022 auxquelles l'exploitant doit remédier
	inférieure à 1 000 litres.	
Arrêté préfectoral n° 2014052-0002 du 21 février 2014 autorisant l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bac de la Devesa de Camaratx » sur le territoire de la commune de Puyvalador, <b>article 31.5 (« Émissions et envols de poussières »)</b>	<p>[...] Lorsque les stockages des produits en vrac se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs doivent être prévues pour limiter les envols par temps sec et en période de vent.</p> <p>Les endroits susceptibles de produire des poussières notamment en période sèche, comme par exemples les pistes, la verse à stériles, seront arrosés en tant que de besoin. Le débit de l'eau d'arrosage devra être réglé afin que les eaux puissent s'infiltrer naturellement dans le sol sans constituer un rejet.</p> <p>Les installations et leurs abords sont maintenus propres pour éviter le renvoie de poussières en période de grand vent.</p> <p>Les installations de traitement des matériaux devront être équipées de dispositifs de limitation d'émission de poussières aussi complets et efficaces que possible (capotage et aspiration, humidification, limiteur de chute...); les poussières sont, dans la mesure du possible, traitées et / ou captées à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Le cas échéant, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage. [...]</p>	L'exploitant doit compléter le dispositif existant, insuffisant, pour assurer l'arrosage des pistes ou l'humidification des matériaux stockés à l'air libre et limiter les émissions de poussières des installations de traitement de matériaux.
Arrêté préfectoral n° 2014052-0002 du 21 février 2014 autorisant l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bac de la Devesa de Camaratx » sur le territoire de la commune de Puyvalador, <b>article 9.2.3 (« Bilan environnemental annuel »)</b>	<p>L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière en comparaison avec les capacités autorisées ;</li> <li>- Un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ;</li> </ul>	<p>D'une part, l'exploitant doit transmettre, au préfet, le bilan environnemental annuel qu'il devait établir au titre de l'année 2021 et qu'il aurait dû lui transmettre avant le 1<sup>er</sup> avril 2022.</p> <p>D'autre part, le bilan environnemental annuel à établir au titre de l'année 2022 et que l'exploitant doit transmettre à monsieur le préfet avant le 1<sup>er</sup> avril 2023, devra comporter l'ensemble des éléments mentionnés ci-contre et en particulier les résultats des mesures de niveaux sonores et ceux des mesures de vibrations.</p>

Référence	Libellé	Non-conformités constatées lors du contrôle du 9 août 2022 auxquelles l'exploitant doit remédier
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise à jour du plan d'exploitation et de remise en état ;</li> <li>- Tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;</li> <li>- Un bilan sur l'évolution de la population du Desman des Pyrénées sur le tronçon de l'Aude au droit de la carrière afin de vérifier l'efficacité de la mesure compensatoire mise en place (dispositif de décantation des eaux pluviales) ;</li> <li>- La description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ;</li> <li>- Une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté et en particulier sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les rejets aqueux,</li> <li>• les mesures de niveau sonore,</li> <li>• les mesures de vibration,</li> <li>• l'élimination des déchets.</li> </ul> </li> </ul> <p>Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable.</p>	

## ARTICLE 2 - JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITÉ

Dans un délai n'excédant pas quinze jours à compter du terme du délai d'un mois fixé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, l'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, un mémoire démontrant qu'il a mis en œuvre les actions correctives appropriées.

Ce mémoire est accompagné :

- de tout document (photographies, factures, bons de travaux, etc.) utiles ;

- de la description des dispositions qu'il a déjà mis en œuvre et les nouvelles qu'il prévoit de mettre en œuvre, assorties d'un échéancier de réalisation, pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

### **ARTICLE 3 - SANCTION**

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, monsieur le préfet des Pyrénées-Orientales pourra faire application des mesures et sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 4 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déferées devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2)

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi via l'application «Télerecours citoyen » accessible à cette adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 5 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de Puyvalador, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- au maire de la commune de Puyvalador ;
- à la société ARENY ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Rodrigue FURCY  
Yohann MARCON



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des Collectivités de la Citoyenneté et de la légalité  
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le **XX mois** 2022

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PREF/DCL/DCLUE/n° 2022XXX-XXXX**

imposant à la société ARENY des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bac de la Devesa de Camaratx » sur le territoire de la commune de Puyvalador

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- VU** le Code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 181-14, L. 511-1 et R. 181-45 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2014052-0002 du 21 février 2014 autorisant l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bac de la Devesa de Camaratx » sur le territoire de la commune de Puyvalador ;
- VU** le rapport n° 2021-161-PR/EX daté du 19 novembre 2021 établi par l'inspection des installations classées, à l'issue de son contrôle du 26 octobre 2021 de la carrière que la société ARENY exploite à Puyvalador ;
- VU** le courrier du 27 juin 2022 de la société ARENY en réponse aux écarts réglementaires constatés lors du contrôle du 26 octobre 2021 ;
- VU** la plainte du 3 août 2022 de riverains pour des poussières et nuisances sonores susceptibles d'être imputées au fonctionnement de la carrière de la société ARENY et de ses installations de traitement de matériaux ;
- VU** le rapport n° 2002-155-PR/EX daté du 6 septembre 2022 établi par l'inspection des installations classées, à l'issue de son contrôle du 9 août 2022 sur la carrière de la société ARENY à Puyvalador ;
- VU** le projet du présent arrêté préfectoral transmis à la société ARENY, par courrier daté du 6 septembre 2022 ;
- VU** l'absence d'observations de la société ARENY [les observations de la société ARENY, reçues par courrier n° XXX daté du XX mois 2022,] sur ce projet ;

- Considérant** que le 3 août 2022 des riverains de la carrière se sont plaints d'être incommodés par des nuisances sonores et poussières provenant du fonctionnement de la carrière, et en particulier par son installation de concassage de matériaux de carrière ;
- Considérant** que lors de son contrôle du 9 août 2022, l'inspection des installations classées a constaté que la dernière mesure de bruit, réalisée par la société ARENY en limite du périmètre autorisé de la carrière qu'elle exploite à Puyvalador, semblait remonter au 15 novembre 2011 ;
- Considérant** qu'en l'absence des résultats de mesures de bruit récente, l'inspection des installations classées n'est pas en mesure de vérifier que la société ARENY respecte les valeurs réglementaires d'émissions sonores en limite du périmètre autorisé de la carrière de Puyvalador ;
- Considérant** par ailleurs, le courrier du 27 juin 2022, dans lequel la société ARENY explique avoir ajouté une citerne de 8 m<sup>3</sup> à son dispositif de collecte et de stockage d'eau pluviale, qui en comptait déjà deux autres de 10 m<sup>3</sup> ;
- Considérant** dans ce courrier, que la société ARENY juge que cette modification lui permettra de collecter et stocker un volume d'eau de 18 m<sup>3</sup>, suffisant pour limiter les émissions de poussières de ses installations par temps sec et venteux – le volume d'eau d'une des deux citernes de 10 m<sup>3</sup> étant exclusivement réservé à la lutte contre l'incendie ;
- Considérant** que l'exploitant a indiqué, lors du contrôle du 9 août 2022, que les conditions climatiques particulières de haute-montagne, dans lesquelles la carrière de Puyvalador est exploitée une partie de l'année, rendent incertain le remplissage complet des citernes évoquées – glace et neige réduisant le débit de ruissellement des eaux pluviales et facilitant leur infiltration dans le sol ;
- Considérant** en outre, que l'efficacité du dispositif de collecte et de stockage d'eau pluviale, modifié, n'a pas encore été éprouvé en période hivernale – la citerne de 8 m<sup>3</sup> ayant été installée en avril 2022 ;
- Considérant** enfin, l'absence de source d'approvisionnement en eau de substitution sur la carrière (absence de raccordement au réseau d'adduction en eau potable de la commune de Puyvalador ou de forage) ;
- Considérant** que le fonctionnement de la carrière et des installations de traitement de matériaux de carrière, que la société ARENY exploite à Puyvalador, a présenté, début août 2022, des inconvénients pour la commodité du voisinage :
- dus à l'émission de poussières plus importante qu'à la normale à l'extérieur de l'établissement,
  - possiblement dus à un dépassement du niveau de bruit, permis par la réglementation, en limite de propriété ;
- de l'établissement ;
- Considérant** par conséquent, qu'en application des dispositions de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement, monsieur le préfet peut prescrire à la société ARENY :
- de réaliser une mesure de bruit lors d'une campagne de concassage de matériaux de carrière et concasseur situé à son emplacement habituel sur la carrière, afin de contrôler que le fonctionnement de celui-ci ne présente pas

- d'inconvénients pour la commodité du voisinage ;
- de s'assurer qu'au sortir de l'hiver prochain, elle disposera d'un volume d'eau suffisant pour lui permettre de limiter les émissions de poussières de ses installations par temps sec et ou venteux,
- d'étudier, dans le cas contraire, la possibilité de recourir à un mode d'approvisionnement en eau, alternatif ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> - PORTÉE**

Les prescriptions de l'arrêté du 21 février 2014 susvisé, autorisant la société ARENY (N° SIREN : 318 395 894), dont le siège social est situé route départementale n° 32, lieu-dit « Pla de Sallens », à LES ANGLES (66210), et ci-après dénommé l'exploitant, à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives et des installations de traitement de matériaux de carrière, lieu-dit « Bac de la Devesa de Camaratx » sur le territoire de la commune de Puyvalador, sont complétées par les prescriptions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 - MESURE DE BRUIT**

**Dès la prochaine campagne de concassage de matériaux**, l'exploitant fait réaliser une mesure de bruit.

Cette mesure est effectuée :

- par un organisme indépendant compétent ;
- selon la méthode définie à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, susvisé ;
- concasseur en fonctionnement et installé à l'emplacement habituel où celui-ci est exploité sur la carrière.

Les résultats de cette mesure sont transmis à l'inspection des installations classées **dans le mois suivant leur réalisation**.

### **ARTICLE 3 - CONTRÔLE ET GESTION DE LA RÉSERVE D'EAU UTILISÉE POUR LIMITER LES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES**

**À l'issue de l'hiver 2022-2023**, l'exploitant s'assure, en contrôlant le taux de remplissage des citernes mises en place sur la carrière, qu'il dispose d'un volume d'eau suffisant pour lui permettre de limiter efficacement les émissions de poussières générées par le fonctionnement de la carrière et ses installations de traitement de matériaux de carrière, notamment par temps sec et ou venteux.

Dans le cas où ce volume d'eau ne lui paraît pas suffisant, l'exploitant étudie les solutions qui pourraient être mises en œuvre pour le compléter par l'apport d'eau extérieure à la carrière (prélèvement dans un cours d'eau ou lac en dehors des périodes d'étiage et de sécheresse, possibilité d'acheminer de l'eau depuis l'un de ses autres sites industriels, etc.).

En conclusion de cette étude l'exploitant indique :

- la ou les solutions qu'il retient de mettre en œuvre pour l'année 2023, assorties des modalités et d'un échéancier de réalisation ;
- la ou les solutions qu'il propose de maintenir pour les années suivantes, assorties des modalités de réalisation ;

**Le 1<sup>er</sup> mai 2023 au plus tard**, l'exploitant adresse une copie de l'étude et de ses conclusions à l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 4 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2)

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi via l'application «Télerecours citoyen » accessible à cette adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 5 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de Puyvalador, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- au maire de la commune de Puyvalador ;
- à la société ARENY ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

Rodrigue FURCY  
Yohann MARCON